

"Septièmement, nous estimons qu'au Sud-Est asiatique, comme dans d'autres régions du tiers monde, la stabilité et le progrès économique sont inséparables."

Passant à la question de la vente de matériel militaire canadien qui pourrait être acheminé vers le Vietnam, M. Martin s'est reporté à la déclaration faite par le premier ministre à la Chambre des communes le 18 janvier. Il a ajouté que le Gouvernement canadien n'autorise pas l'expédition directe d'armes vers un lieu où sévit la guerre.

Au terme de sa déclaration, M. Martin a communiqué à la Chambre la nouvelle que les États-Unis avaient repris leurs opérations contre les objectifs militaires du Nord-Vietnam. "En dépit de ces nouvelles que j'aurais espérées différentes, a-t-il ajouté, nous devons être plus déterminés que jamais à contribuer d'une manière ou d'une autre à la réalisation d'un cessez-le-feu".

---

S/C